

# DÉCLARATION : LES CITOYEN-NES AVANT LES POLLUEURS



## LES SECTEURS DE L'ÉNERGIE ET DE LA POLITIQUE ONT ÉCHOUÉ LE PLUS CLAIREMENT POSSIBLE.

**Pendant que Shell, BP, TotalEnergies, Chevron et ExxonMobil réalisaient près de 200 milliards d'euros de bénéfices**, des millions de personnes en ont payé le prix via des factures d'électricité exorbitantes.

**Ce n'est pas un hasard si cette même industrie – qui fait du profit à nos dépens – investit énormément d'argent pour influencer nos décideur-ses.**

Pendant des décennies, ils ont encouragé le déni du réchauffement climatique, mis en avant des fausses solutions pour retarder et détourner l'action climatique et déconseillé toute intervention sur le marché, brûlant la planète. Et pourtant, les politiques continuent d'ignorer les intérêts financiers clairs des entreprises fossiles, les considérant comme **des conseillers plutôt que des pyromanes.**

Le mythe très dangereux selon lequel avoir de l'expérience dans le secteur fossile équivaudrait à une expertise dans la transition énergétique persiste. C'est au mieux trompeur.

Face à une crise multiple, ces entreprises se présentent comme des solutions plutôt que des responsables et des profiteurs, **bien que leur historique soit clair.** En plus de leur impact climatique désastreux, l'industrie fossile viole les droits humains, déplace des nations autochtones, accapare les terres et impose le lourd et inégal fardeau de la pollution sur les communautés marginalisées partout dans le monde. **Pourtant, les politiques continuent de leur confier notre avenir.**

**Les vraies solutions, et non pas les intérêts d'entreprises, doivent être entendus.** Il est temps de transformer notre système politique afin de garantir que nos décideur-ses travaillent pour le bien public et non pour des entreprises privées. Pour commencer, il faut mettre fin à l'emprise des pollueurs sur nos politiques.

Nous appelons à :

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le secteur des énergies fossiles a bénéficié d'un accès sans précédent aux processus décisionnels, menant la réponse européenne face à la crise énergétique tout en **réduisant ses engagements climatiques.**

Une nouvelle recherche par la campagne fossil free politics montre comment les entreprises d'énergies fossiles ont activement influencé et affaibli des mesures sociales aux niveaux Européens et nationaux qui auraient permis d'aider des millions de personnes affectées par la crise énergétique (y compris les taxes sur les superprofits). Elles ont également poussé pour d'avantage de pétrole et de gaz qui nous enfermeront dans les énergies fossiles pour les décennies à venir.

Quelques exemples de leur influence :

- » plus de **200 réunions** entre les hauts fonctionnaires de la Commission européenne et les lobbyistes des énergies fossiles au cours de l'année suivant l'invasion. Cela représente **plus d'une réunion tous les deux jours.**
- » **La création du groupe consultatif industriel de la plateforme pour l'énergie de l'UE à la demande des PDG des grandes entreprises fossiles**, mis en place pour conseiller la Commission sur les nouvelles sources de gaz non-russe et les nouvelles infrastructures fossiles de l'UE. Cette entité créée de façon ad hoc risque désormais de devenir permanente.

## SORTIR LES POLLUEURS

1. **Un cadre légal définissant les conflits d'intérêts** pour limiter l'influence illégitime du lobby fossile sur l'élaboration des politiques climatiques et énergétiques européennes, **similaire aux limites s'appliquant à l'industrie du tabac.**
2. **La suppression immédiate du groupe consultatif industriel de la plateforme pour l'énergie de l'UE.**
3. La révocation de l'accès des entreprises fossiles aux institutions européennes, à commencer par la **suppression de leurs badges de lobbyistes au Parlement européen.**
4. **Une audition publique au Parlement européen pour demander des comptes aux PDG** des entreprises fossiles ayant aggravé et profité des crises de l'énergie et de l'inflation.

Nous appelons les décideur-ses européen-nes à écouter et mettre en œuvre les solutions mises en avant par les syndicats, les réseaux de lutte contre la pauvreté, les groupes de justice sociale, les groupes climatique, et toutes celles et ceux qui proposent les réponses les plus résilientes et innovantes, plaçant les citoyen-nes et la planète avant le profit.

## DE L'AVIDITÉ DES ENTREPRISES À L'INTÉRÊT PUBLIC :

1. **Des groupes consultatifs échappant à tout contrôle des entreprises.** Les groupes consultatifs de la Commission ne devraient pas être soumis à la moindre influence des entreprises, en particulier ceux travaillant sur la crise de l'énergie et du coût de la vie ou sur la transition énergétique. Le processus décisionnel européen devrait mettre au centre les voix représentant l'intérêt public, tels que les syndicats, les ONG, les groupes de lutte contre la précarité énergétique, et d'autres.

## LES FAIRE PAYER LEUR CRISE :

2. **Au delà des taxes sur les super-profits.** Les entreprises fossiles doivent être tenues responsables financièrement pour leur impact sur les populations et la planète. Les taxes sur les super-profits constituent un premier pas important, mais des mesures plus fortes et structurelles sont nécessaires pour mettre fin aux comportements profiteurs des grandes entreprises de l'énergie, par exemple un nouvel impôt selon le principe « pollueur-payeur ».
3. **Mettre fin aux subventions aux énergies fossiles.** Mettre fin aux subventions publiques aux énergies fossiles, pour les réorienter vers des programmes de justice climatique et sociale, est un autre moyen essentiel de réduire les émissions et créer des opportunités de financement public nécessaires aux vraies solutions.

## RENDRE LE POUVOIR AUX CITOYENS :

4. **Le droit à une énergie abordable et propre garanti pour toutes et tous.** L'énergie est un droit humain et non un privilège. En plus de nombreuses autres mesures, garantir le droit à une énergie propre et abordable pour toutes et tous nécessite d'interdire les coupures en Europe.
5. **Repenser un système énergétique immoral.** Notre système énergétique sert les intérêts des entreprises au lieu des citoyen-nes. Sur le long terme, un service essentiel tel que l'énergie ne devrait pas être contrôlé par des intérêts privés. Les entités publiques constituent des solutions démocratisant l'énergie, permettant de planifier une transition juste et équitable vers une énergie propre et abordable pour les travailleur-ses et les foyers vulnérables. Le marché de l'énergie doit également être réformé pour servir les intérêts des citoyen-nes et non des grandes entreprises, ce qui implique de mettre fin à la spéculation.

## PAS DE TRANSITION SANS JUSTICE :

6. **Les travailleur-ses au centre d'une transition juste.** Les travailleur-ses doivent être mis-es au centre de la transition et des réponses aux crises sociales et énergétiques actuelles, et leurs moyens de subsistance doivent être protégés tout au long du processus. Au-delà de mesures telles que la création et la garantie d'emplois verts et décents, la planification des effectifs et un salaire minimum équitable, les travailleur-ses devraient être invité-es à repenser et co-construire un système énergétique dépassant les marchés libéralisés.
7. **Pas d'austérité au nom de la transition.** Le coût de la transition vers une énergie propre et abordable devrait être supporté par les entreprises de l'énergie, et non par les foyers pauvres à travers des politiques austéritaires visant à réduire les dépenses publiques.
8. **La transition sera mondiale ou ne sera pas.** Une transition ne peut pas se limiter à l'Europe ou au Nord, et elle ne doit pas se faire aux dépens du Sud. Une transition mondiale juste doit tenir compte des siècles d'extraction dans les pays du Sud, par le biais de réparations structurelles et systémiques, telles que l'annulation de dettes par l'UE, le paiement de la dette climatique et le transfert de technologie.

**IL EST TEMPS  
D'EXCLURE LES  
POLLUEURS DE NOTRE  
ESPACE POLITIQUE  
POUR LAISSER LA  
PLACE AUX SOLUTIONS  
DES CITOYEN-NES.**



## DÉCLARATION COORDONNÉE

la coalition **Fossil Free Politics**, rassemblant Friends of the Earth Europe, Greenpeace EU, Corporate Europe Observatory, Food & Water Action Europe et Global Witness.

### SIGNATAIRES :

European Anti Poverty Network	Both ENDS	GLOBAL 2000 - Friends of the Earth Austria	South Yorkshire Fossil Free!
Indigenous Environmental Network	Earth Action Inc.	Save the Pine Bush	Diálogo 2000 - Jubileo Sur Argentina
WeMove Europe	Eco Action Families	Australian Religious Response to Climate Change	Estonian Green Movement -Friends of the Earth Estonia
Global Justice Now	Women's International League for Peace and Freedom UK	ATTAC France	Friday for the Future GOMA
350.org	Women's International League for Peace and Freedom Spain	ATTAC Austria	University of Helsinki
Re-Set CZ	Climáximo	International Society of Doctors for Environment	Co.lectivo Arterra
Fossil Free Parliament UK	Amis de la Terre France / Friends of the Earth France	Sherpa	Global Women's Strike
Friends of the Earth International	Za Zemiata - Friends of the Earth Bulgaria	New Forest Friends of the earth	Friends of the Earth England, Wales and Northern Ireland
Indigenous Peoples Rights International	Xarxa per la sobirania energètica	Stay Grounded	European Anti Poverty Network DE
Climate Action Network Europe	National Society of Conservationists - Friends of the Earth Hungary	Eco-union	Movement for Advancing Understanding of Sustainability And Mutuality
Transnational Institute	Ecosistemas	Skiftet	North American Climate, Conservation and Environment
Fondation Abbé Piere	Collectif BreakFree	Climate Action Leicestershire	Texas Campaign for the Environment
European Environmental Bureau	Natural Justice	Climate Justice Coalition. North East hub.	Roskilde University
FNV trade union NL	Lipensko pro zivot	Xnet	
CEE Bankwatch Network	Reacción Climática	Tottenham & Wood Green Friends of the Earth	
WeSmellGas	Friends of the Earth Ireland	Windermere Food Growing Group	
Fuel Poverty Action	Ecologistas en Acción	Alton Climate Action & Network	
Aliança contra la Pobresa Energètica	Universit� di Ferrara	Cumbria Divest	
Associaci� Internacional d'Enginyeria sense Fronteres	Fundaci� Renovables	Derbyshire Pensioners Action Group	
Limity jsme my	Friends of Earth Spain	Environmental Investigation Agency	
ReCommon IT	Observatori del Deute en la Globalitzaci�	Extinction Rebellion	
ASEED NL	R�seau qu�b�cois pour une mondialisation inclusive	Fracking Free Clare	
Grandmothers Act to Save the Planet	Green Liberty	WomanHealth Philippines	
European Anti-Poverty Network NL	Friends of the Earth Malta	New Brunswick Anti-Shale Gas Alliance	
Don't Gas Africa	Gastivists	Womxn From The Mountain	
Alliance against Energy Poverty Italy	Not Here Not Anywhere	George Mason University	
Tipping Point UK	Friends of the Earth Scotland	Center for Climate Change Communication	